

Cote du document: EB 2015/LOT/P.18
Date: 30 juillet 2015
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République de l'Équateur pour le Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jesús Quitana
Chargé de programme de pays
téléphone: + (51) 1 625 90 28
courriel: j.quintana@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	5
A. Coût du projet	5
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	7
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	7
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	8
VII. Recommandation	8
Appendices	
I. Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	1
II. Marco lógico (Cadre logique)	12

Sigles et acronymes

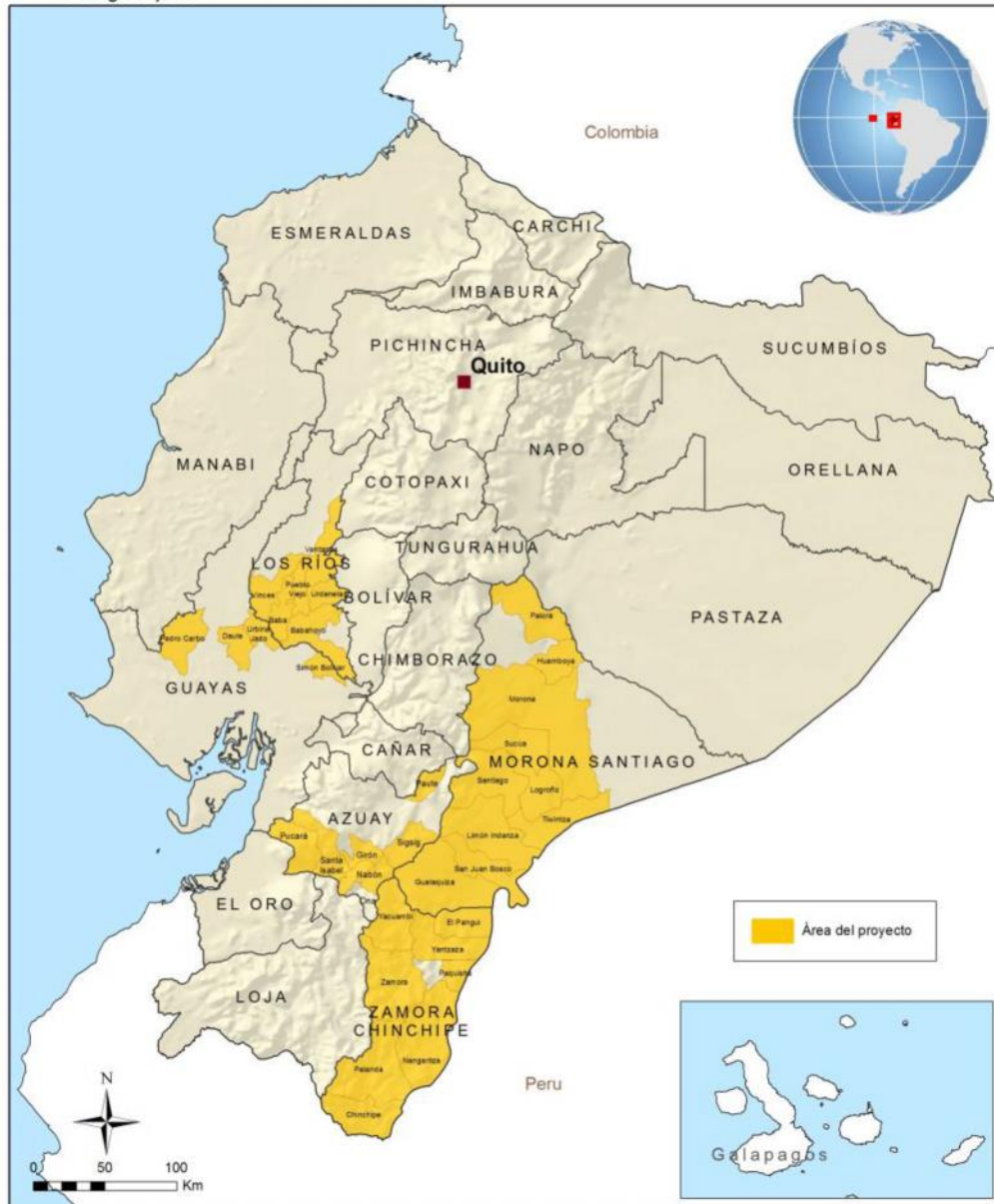
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
EPS	Économie populaire et solidaire
IEPS	Instituto Nacional de Economía Popular y Solidaria (Institut national de l'économie populaire et solidaire)

Carte de la zone du projet

República del Ecuador

Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria - FAREPS

Design report



Source: FIDA; 15/05/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République de l'Équateur

Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République de l'Équateur
Organisme d'exécution:	Instituto Nacional de Economía Popular y Solidaria (IEPS)
Coût total du projet:	35,97 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	14,25 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,90 millions d'USD)
Montant du don du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA:	2,85 millions de DTS (équivalant approximativement à 4,00 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Contribution de l'emprunteur:	12,00 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4,07 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement proposé en faveur de la République de l'Équateur pour le Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire telle qu'elle figure au paragraphe 40.

Proposition de prêt et don à la République de l'Équateur pour le Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Avec un produit intérieur brut (PIB) qui s'établissait en 2013 à 94 470 millions d'USD, l'Équateur se classe actuellement parmi les pays à revenu intermédiaire. Son économie repose en grande partie sur le pétrole et les exportations agricoles. Après des années d'instabilité politique et économique, le pays a aujourd'hui un gouvernement stable, élu démocratiquement, qui a lancé un programme de changements profonds dans les domaines politique, économique et social. En 2013, le PIB a affiché une croissance de 4,6%. En raison de la baisse des prix du pétrole et des produits minéraux, on prévoit toutefois pour 2015 un taux légèrement plus faible (3,8%), qui reste cependant supérieur à la moyenne de la région.
2. Au cours des dernières années, l'Équateur a fait d'importants progrès dans la lutte contre la pauvreté, qui a reculé, entre 2009 et 2012, de 36,0% à 25,5%, un des résultats les plus notables dans la région. Le coefficient de Gini s'est amélioré au cours de la même période, passant de 0,55 à 0,484. En dépit de ces récents progrès dans le domaine social, les écarts de pauvreté demeurent importants, en particulier en milieu rural, où le taux de pauvreté atteint 42%, soit près du double du taux urbain. La population paysanne et plus spécialement les afro-équatoriens, les autochtones et les femmes constituent les quintiles les plus pauvres. En outre, 1,6 million d'Équatoriens se trouvent dans une situation d'extrême pauvreté, dont 70% vivent en milieu rural.
3. Face à cette situation, le Gouvernement équatorien a retenu parmi ses priorités l'éradication de la pauvreté extrême et la réduction de l'incidence de la pauvreté. À cet égard, l'une des stratégies clés pour promouvoir l'inclusion sociale et économique a été le renforcement de l'"économie populaire et solidaire" (EPS), qui vise à promouvoir le développement économique dans un cadre associatif et solidaire.
4. Le concept d'EPS répond à la nécessité de reconnaître l'importance de l'économie informelle ("populaire") et de l'activité engendrée par les organisations économiques à caractère associatif ("solidaire") pour le PIB de l'Équateur. De fait, le secteur économique populaire et solidaire est le premier employeur du pays. On estime que les ventes des microentreprises représentent environ 25,7% du PIB, 10% des revenus nets totaux, 90% des unités de production et 60% des emplois créés.
5. La formalisation de l'économie informelle dans les nouveaux cadres juridiques et administratifs de la République de l'Équateur constitue un moyen de promouvoir des relations économiques plus équitables et démocratiques ainsi que d'inclure davantage les personnes en situation de pauvreté et de vulnérabilité. Le cadre juridique mentionné exige que les organisations économiques adoptent de bonnes pratiques de gestion, telles que la régularisation des employés, la démocratisation

des processus de décision et la répartition équitable des profits éventuels. Ces bonnes pratiques rendent l'EPS attractive pour les personnes en situation de pauvreté, qui peuvent décider de s'associer à une organisation existante ou de créer une nouvelle organisation.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

6. En 2014, l'Équateur a adopté une stratégie nationale pour l'égalité et l'éradication de la pauvreté, qui vise à intégrer pleinement la réduction de la pauvreté dans l'initiative générale pour le changement du modèle de production. En ce qui concerne le secteur rural, cette stratégie propose de passer de la prestation d'un appui à la production paysanne à l'adoption d'une approche plus complexe axée sur les filières. À cet égard, le projet est pleinement harmonisé avec les priorités et stratégies d'inclusion économique et sociale du Gouvernement équatorien, contribuant ainsi à l'éradication de la pauvreté rurale.
7. Par ailleurs, le projet est totalement conforme aux objectifs stratégiques définis dans le nouveau programme d'options stratégiques du FIDA pour l'Équateur (COSOP) axé sur les résultats, à savoir: a) améliorer l'accès aux facteurs et aux ressources pour appuyer la diversification de l'économie rurale équatorienne, en promouvant, entre autres mesures, les entreprises associatives et les investissements créateurs d'emplois et de revenus pour les familles rurales pauvres du pays, et b) renforcer les capacités des producteurs ruraux pauvres et des entrepreneurs potentiels afin qu'ils participent à l'élaboration de politiques de soutien de la production inclusives et favorables aux pauvres.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. Le projet sera exécuté dans la partie sud-est de l'Équateur, dans les régions de Costa, Sierra Sur et Amazonía. Dans la région de Costa, le projet couvre en partie les provinces de Guayas et de Los Ríos; dans celle de Sierra Sur, il comprend la province d'Azuay; en Amazonía, il englobe les provinces de Morona-Santiago et de Zamora-Chinchipec, limitrophes du Pérou. La population de la province de Morona-Santiago est en majorité autochtone (48,4%); dans la région de Costa, 50% des habitants se déclarent "montubios" (groupe ethnique de la région).
9. Le projet se concentre, géographiquement, sur des territoires présentant des taux élevés de besoins de base non satisfaits (BNS) et une forte incidence de la vulnérabilité. Par rapport à un taux national de BNS estimé à quelque 60,1% en 2010, les cantons où le projet sera exécuté affichent des taux supérieurs à la moyenne tant nationale qu'à celle de la province à laquelle ils appartiennent (le taux de BNS est le plus élevé en Amazonía, où il atteint un niveau de 95,9%). La population de ces cantons est jeune, l'âge moyen y étant inférieur à 29 ans.
10. Le projet travaillera avec des organisations/entreprises associatives enregistrées auprès de la Superintendencia de Economía Popular y Solidaria, ou d'autres institutions publiques telles que le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche ou le Ministère de l'inclusion économique et sociale; des associations nouvelles pourront aussi être légalisées. Les bénéficiaires du projet seront les ménages de petits producteurs et de travailleurs ruraux en situation de pauvreté en BNS ou de vulnérabilité (qui ne touchent pas déjà la prime de développement humain), intéressés et capables de lancer et de gérer des plans d'entreprise conformément aux conditions fixées dans le cadre de l'EPS. Deux groupes cibles spécifiques sont en outre établis: les femmes et leurs familles, et les jeunes. On estime que 30% au moins des ménages bénéficiaires du projet seront dirigés par des femmes (environ 6 000 ménages) et 10% par des jeunes (quelque 2 000 ménages).

11. À cet égard, les personnes qui aspirent à bénéficier du projet doivent être membres d'une organisation de l'EPS légalisée ou le devenir, ou encore créer une nouvelle organisation et la faire légaliser; ces dernières seront accompagnées par l'Instituto Nacional de Economía Popular y Solidaria (IEPS) en vue de leur légalisation auprès de la Superintendencia de Economía Popular y Solidaria. On espère ainsi que le projet coiffera au moins 200 organisations.

B. Objectif de développement du projet

12. L'objectif de développement du Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire est d'améliorer les revenus et l'emploi des ménages ruraux de l'EPS en situation de pauvreté et de vulnérabilité dans la zone d'intervention du projet. On escompte qu'à l'achèvement du projet environ 20 000 ménages ruraux de l'EPS en situation de pauvreté et de vulnérabilité (sociale, économique, et au changement climatique) auront recueilli des bénéfices et que 80% au moins d'entre eux auront obtenu une amélioration durable des revenus tirés des activités agricoles ou autres promues par le projet.

C. Composantes/résultats

13. Le projet comprend les trois composantes interdépendantes suivantes:
- a) Renforcement des capacités (phases initiale et de préinvestissement). Cette composante a pour objectif de réduire les obstacles qui entravent le développement des organisations/entreprises associatives et de renforcer les acteurs de l'EPS afin qu'ils puissent développer et gérer celles-ci de façon durable. À cette fin: i) elle renforcera les capacités des groupes cibles dans des domaines fondamentaux pour l'EPS, et ii) elle promouvra des mécanismes de concertation entre les acteurs de l'EPS, et entre ceux-ci et les institutions locales et nationales. Il est prévu également que cette composante contribuera à l'amélioration des politiques publiques de promotion de l'EPS, en vue de faciliter l'accès des acteurs de l'EPS aux ressources, services, et marchés publics et privés.
 - b) Développement des entreprises et des échanges commerciaux (phase d'investissement). Afin d'appuyer les groupes cibles dans le développement d'entreprises économiques rentables et durables, cette composante prévoit deux types d'investissements directs:
 - i) L'investissement dans des plans d'entreprise solidaire: un appui sera apporté aux organisations envisagées dans le cadre de l'exécution de la première composante, dont les plans de renforcement intégrés auront été élaborés de façon participative et seront appliqués par leurs membres. Sur cette base, le projet pourra réaliser des investissements sous forme de transferts de fonds non remboursables afin de cofinancer des aspects spécifiques d'un plan d'entreprise solidaire ou l'ensemble de ce plan conformément à des critères spécifiques définis dans le manuel d'opérations du projet. Les plans d'entreprise solidaire devront être axés sur des produits ou services pour lesquels il existe des atouts dans le territoire et des opportunités commerciales internes ou externes.
 - ii) Des fonds offrant des incitations conditionnelles: des fonds seront offerts aux organisations de l'EPS en fonction de la réalisation d'objectifs spécifiques dans deux domaines: l'intégration économique et l'emploi décent. Dans le premier, les incitations doivent permettre à un plus grand nombre de producteurs de placer leurs produits sur le marché et d'accéder à des services de transport, d'entreposage ou d'assistance technique; ou aux petites entreprises associatives bénéficiaires de s'intégrer à une entité existante ou d'en créer une nouvelle. Dans le deuxième, les incitations sont liées à l'augmentation du nombre d'emplois décents offerts aux personnes en situation de pauvreté ou de

vulnérabilité (jeunes, handicapés, indigents, femmes, autochtones, afro-équatoriens ou montubios). Ce type d'incitation est réservé aux organisations déjà renforcées, ayant accès à des marchés stables et disposant d'une capacité installée suffisante et pertinente.

- c) Développement des connaissances, gestion et administration (phase d'investissement). Cette composante consiste essentiellement à promouvoir un système participatif de planification, de suivi-évaluation de la population cible, ainsi que de gestion des savoirs et d'administration de l'opération. Elle comprend aussi le renforcement des autres acteurs de l'EPS, notamment l'IEPS et les prestataires de services locaux dans des domaines fondamentaux pour le développement de l'EPS, et de suivi-évaluation participatif, ainsi que de gestion des savoirs.
14. Le projet comprend également des activités qui seront exécutées au moyen des fonds provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) en appui à la stratégie générale du projet. Les organisations bénéficieront d'une formation qui leur permettra de mieux s'adapter au changement climatique, et des activités seront identifiées, proposées et financées pour améliorer la résilience des bénéficiaires et des investissements financés. La formation sera assurée par un prestataire spécialisé. Dans le cadre de la préparation des plans de renforcement intégrés, des informations sur le risque climatique, les solutions viables et les mesures d'adaptation spécifiques seront fournies dans les plans d'entreprise solidaire. Les fonds de l'ASAP financeront l'application de mesures spécifiques dans le cadre de ces plans.

III. Exécution du projet

A. Approche

15. La stratégie du projet vise à créer et à renforcer les capacités des entreprises associatives appelées à former le tissu économique de l'EPS au niveau territorial. À cet égard, trois axes principaux sont établis conformément à la structure fonctionnelle de l'IEPS lui-même, à savoir: i) le renforcement des acteurs; ii) la promotion de la production et des échanges commerciaux, et iii) le suivi-évaluation (suivi participatif, gestion des savoirs). Le projet élaborera et appliquera des stratégies locales différenciées, de façon concertée et participative avec les acteurs locaux, impliquant dans un processus de concertation permanente les principaux acteurs de l'EPS, les bureaux locaux des institutions gouvernementales, les gouvernements autonomes décentralisés et, dans le cas des peuples autochtones, les autorités coutumières.

B. Cadre organisationnel

16. L'exécution du projet sera confiée à l'IEPS. L'Institut, dont le siège est à Quito, est représenté dans la zone du projet par la Direction de la zone 5 pour les provinces de Los Ríos et de Guayas, la Direction de la zone 6 pour celles d'Azuay et de Morona-Santiago, et la Direction de la zone 7 pour la province de Zamora-Chinchipec.
17. Le projet sera doté d'un directeur, recruté par l'IEPS conformément à la réglementation nationale en vigueur, suivant un processus de sélection agréé par le FIDA. Le directeur du projet relèvera de la Direction générale de l'IEPS et sera chargé de l'administration et des activités courantes du projet, en coordination avec les directions de zone pour les provinces où les activités sont réalisées. La gestion financière du projet sera exécutée en coordination avec la Direction administration financière de l'IEPS. Le directeur du projet disposera du personnel professionnel, technique et administratif nécessaire à la bonne exécution des activités.

18. La gestion financière du projet sera assurée par une équipe de gestion financière recrutée par l'IEPS et relevant de la Direction administration financière de l'IEPS, tandis que la direction du projet au niveau provincial dépendra des directions de zone pour les provinces de Guayas et de Los Ríos, d'Azuay et de Morona-Santiago, et de Zamora-Chinchipec, en étroite coordination avec le directeur du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. Le projet appliquera le système de planification, de suivi-évaluation, d'apprentissage et de gestion des savoirs, conformément aux dispositions nationales et à celles de l'IEPS, ainsi qu'aux directives du FIDA. Ce système fera partie intégrante de la gestion du projet et constituera un outil propre à fournir des informations actualisées et pertinentes sur les résultats du projet, mettant l'accent sur la mesure de ceux-ci (produits, effets, impact), et à faciliter la création d'espaces d'apprentissage, les échanges d'expérience, les bonnes pratiques et la divulgation des résultats.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

20. La direction administration financière de l'IEPS sera chargée de la gestion financière générale du projet, y compris le plan de travail annuel, les flux de fonds, les décaissements, les contrôles internes, la comptabilité, les rapports financiers et l'audit. Le projet utilisera le système informatique national de gestion financière (Sistema de Administración Financiera del Sector Público Ecuatoriano [e-SIGEF]), conjointement avec un système spécial supplémentaire destiné à répondre aux exigences du FIDA.
21. Flux de fonds. L'emprunteur ouvrira auprès de la Banque centrale d'Équateur un compte désigné, réservé exclusivement aux ressources provenant du prêt et un autre compte désigné, réservé exclusivement aux ressources provenant du don de l'ASAP. Ces deux comptes seront libellés en dollars des États-Unis.
22. Audit. Les états financiers consolidés annuels seront audités annuellement par un auditeur indépendant conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du projet seront audités, y compris ceux afférents aux fonds du FIDA et aux fonds de la contrepartie nationale. Les rapports d'audit seront communiqués au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier.
23. Passation des marchés. La passation des marchés se fera conformément à la Loi organique du système national de passation des marchés publics et de sa réglementation, sous réserve de comptabilité avec les Directives du FIDA concernant la passation des marchés relatifs aux biens, aux travaux et aux services.

E. Supervision

24. Le FIDA assurera la supervision directe du projet. La phase de formulation sera mise à profit pour préparer le démarrage. Le FIDA et l'emprunteur procéderont à un examen à mi-parcours après la troisième année d'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

25. Le coût total du projet s'élève à 35,97 millions d'USD environ (y compris les provisions pour aléas). La première composante comportera un coût de 4,27 millions d'USD (soit 11,9%), et une allocation de 26,43 millions d'USD est prévue pour la deuxième, ce qui représente 73,5% de l'investissement total. Enfin, le coût de la troisième composante sera de 5,27 millions d'USD (14,7%).

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement des capacités	2 913	68,3	840	19,7	-	-	512	12,0	4 265	11,9
2. Développement des entreprises et des échanges commerciaux	12 213	46,2	3 160	12,0	4 073	15,4	6 988	26,4	26 434	73,5
3. Développement des connaissances, gestion et administration	774	14,7	-	-	-	-	4 500	85,3	5 274	14,7
Total	15 900	44,2	4 000	11,1	4 073	11,3	12 000	33,4	35 973	100,0

B. Financement du projet

26. Le financement combiné du projet se monte au total à 35,97 millions d'USD environ: l'emprunteur versera une contribution de 12 millions d'USD (33,4%), le prêt du FIDA apportera 15,90 millions d'USD (44,2%), le don de l'ASAP, 4 millions d'USD (11,1%), et les bénéficiaires fourniront 4,07 millions d'USD en nature ou en espèces (11,3%).

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
 (en milliers d'USD)

Catégories de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
A. Formation	2 913	83,0	312	8,9	-	-	283	8,1	3 508
B. Services consultatifs	2 445	72,4	528	15,6	-	-	405	12,0	3 379
C. Donations	10 256	42,1	3 159	13,0	4 073	16,7	6 878	28,2	24 367
D. Biens, services et fournitures	-	-	-	-	-	-	127	100,0	127
E. Véhicules	285	88,0	-	-	-	-	39	12,0	324
F. Traitements et salaires	-	-	-	-	-	-	4 267	100,0	4 267
Total	15 900	44,2	4 000	11,1	4 073	11,3	12 000	33,4	35 973

C. Résumé des avantages et analyse économique

27. Le projet devrait bénéficier directement à environ 20 000 ménages ruraux. Parmi ceux-ci, on s'attend à ce que la majorité des bénéficiaires se consacreront à la production animale à valeur ajoutée et le reste à d'autres productions ou à la fourniture de services variés. La majeure partie des sous-projets seront cofinancés par des apports en nature et en espèces des bénéficiaires.
28. Les activités financées généreront des revenus compris entre 400 et 1 000 USD par famille et par an, selon le type d'activité, le niveau de spécialisation et l'attribution des actifs productifs.

D. Durabilité

29. La conception de plans d'entreprise solidaire simples, mais efficaces et efficaces, propres à donner des résultats motivants à court terme, garantira la durabilité économique des entreprises. La durabilité des changements culturels que le projet prévoit d'introduire concernant la valorisation et l'introduction des concepts et pratiques associatives et entrepreneuriales, dépend essentiellement des bénéfices réels que les ménages de l'EPS parviendront à obtenir. Pour cette raison, la sensibilisation et le renforcement des capacités revêtent une importance fondamentale. Par ailleurs, l'ouverture d'espaces de participation et de leadership

pour les jeunes est la clé de la durabilité des entreprises. Enfin, l'analyse des risques environnementaux dès la conception des initiatives permettra de renforcer la durabilité environnementale des projets associatifs par la mise en place de techniques et pratiques spécifiques destinées à atténuer les effets du changement climatique.

E. Identification et atténuation des risques

30. Les risques associés à l'exécution du projet portent principalement sur des aspects liés à la gestion. Parmi les mesures d'atténuation qui peuvent être prises, on peut signaler les suivantes: i) élaboration d'un plan de communication facilitant avec efficacité la coordination et l'articulation entre les différents acteurs impliqués dans l'exécution du projet; ii) exécution d'une étude de marché et conception participative de plans d'entreprise afin d'évaluer la viabilité commerciale de chaque entreprise avant de réaliser les investissements; iii) suivi permanent des prestataires de services sur la base d'indicateurs de processus (afin d'atténuer le risque lié à la faiblesse de l'offre locale de prestataires de services suffisamment qualifiés); iv) enfin, entre autres mesures visant à atténuer les effets du changement climatique, introduction de techniques d'adaptation et de gestion des risques, et appui à la diversification des cultures.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

31. La proposition de prêt répond à l'objectif général du Cadre stratégique du FIDA (2011-2015) et contribue à la réalisation des objectifs stratégiques concernant l'amélioration de l'accès à des services propres à réduire la pauvreté, et à la promotion de facteurs économiques et naturels destinés à renforcer la résilience des populations rurales défavorisées. D'autre part, l'approche du projet et ses stratégies d'exécution sont alignées sur la politique de ciblage des pauvres en milieu rural, la politique en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, la politique du FIDA à l'égard des peuples autochtones (y compris les aspects relatifs au consentement libre, préalable et éclairé) la politique relative à la gestion des ressources naturelles et à l'environnement, la stratégie du FIDA en matière de changement climatique, les directives du FIDA concernant l'évaluation sociale, environnementale et climatique, ainsi que les politiques relatives au financement rural, et à la gestion des savoirs et à l'innovation.

B. Alignement et harmonisation

32. Le projet s'inscrit directement parmi les priorités du Gouvernement équatorien exposées dans le Plan Nacional del Buen Vivir 2013-2017 (Plan national de développement) et contribue à la stratégie d'inclusion économique et sociale appliquée dans l'approche du changement de modèle productif du Ministère de l'inclusion économique et sociale et de l'IEPS en ce qui concerne l'éradication de la pauvreté rurale par le développement de l'économie populaire et solidaire. Il s'inscrit aussi dans la deuxième composante de la stratégie nationale pour l'égalité et l'éradication de la pauvreté, dont les grands axes sont la révolution agraire pour accéder à la souveraineté alimentaire, la promotion du travail digne et le renforcement de l'économie populaire et solidaire. Le projet abordera en outre directement les objectifs stratégiques du COSOP 2014-2018 axé sur les résultats.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

33. Le projet permettra de reproduire l'approche de l'EPS qui a donné de bons résultats dans le cadre du Projet de développement du couloir central, exécuté par l'IEPS avec un financement du FIDA, dont la clôture financière a eu lieu en 2014. Vu l'impact positif de ce projet, l'IEPS a demandé l'aide du FIDA pour préparer cette nouvelle opération, qui permettra de continuer à appuyer les acteurs de l'EPS, par son élargissement à une nouvelle zone d'intervention et par l'introduction de nouvelles approches et de nouveaux outils issus des enseignements tirés.

34. D'autre part, la présente proposition promouvra des mesures innovantes afin de donner une impulsion à l'inclusion économique des personnes en situation de vulnérabilité. Par exemple, un appui sera fourni pour accroître l'échelle des entreprises associatives grâce à des incitations conditionnelles consistant à cofinancer le capital d'exploitation des entreprises solidaires consolidées. Le projet vise ainsi à accroître la taille des entreprises solidaires particulièrement prometteuses.
35. Enfin, la gestion des savoirs comprendra des activités destinées à recueillir, communiquer et mettre à profit les connaissances accumulées lors de l'exécution du projet, afin de diffuser les bonnes pratiques et les savoir-faire disponibles dans les zones d'intervention du projet.

D. Participation à l'élaboration des politiques

36. Grâce au recueil des expériences et enseignements et à leur échange entre les acteurs responsables de l'EPS et leurs partenaires, il sera possible d'améliorer le fonctionnement de l'EPS et de disposer d'informations pratiques concernant l'utilisation et la fonctionnalité des politiques publiques de l'EPS, en appuyant si nécessaire leur réforme. De plus, des activités de formation seront organisées dans le cadre du projet afin de développer les capacités de ces acteurs et des dirigeants des organisations bénéficiaires s'agissant d'appliquer les instruments de l'EPS.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

37. Un accord de financement entre la République de l'Équateur et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
38. La République de l'Équateur est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de l'Équateur un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à quatorze millions deux cent cinquante mille euros (EUR 14 250 000), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de l'Équateur un don au titre de l'ASAP d'un montant équivalant à deux millions huit cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (DTS 2 850 000), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria (FAREPS)"

(Negociaciones concluidas el 15 de julio de 2015)

Número del Préstamo: _____
 Número de la Donación ASAP: _____

Proyecto de Fortalecimiento de los Actores Rurales de la Economía Popular y Solidaria (FAREPS) (el "Proyecto")

El Fondo Internacional para el Desarrollo Agrícola (el "FIDA")

Y

la República del Ecuador (el "Prestatario/Receptor")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el diseño del presente Proyecto contempla actividades relacionadas de manera directa con la adaptación y promoción de resiliencia al cambio climático y manejo sostenible de recursos naturales;

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del FIDA en su 105º período de sesiones aprobó la propuesta de creación del Fondo Fiduciario del Programa de Adaptación para la Agricultura en Pequeña Escala (ASAP) del FIDA con el fin de financiar, en forma de donaciones, componentes de la cartera básica de proyectos y programas financiados por el FIDA para aumentar la capacidad de resistencia de los agricultores en pequeña escala al cambio climático en las cinco esferas principales de efectos del ASAP;

CONSIDERANDO que, sobre la base de las consideraciones anteriores, el Fondo ha acordado extender un Préstamo y una Donación ASAP al Prestatario/Receptor en los términos y condiciones establecidos en este Convenio;

CONSIDERANDO que el Prestatario/Receptor acepta que las actividades del Proyecto sean financiadas de conformidad con el presente Convenio;

Las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente convenio las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El FIDA proporcionará un Préstamo y una Donación ASAP (la "Financiación") al Prestatario/Receptor, que éste utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. A. El monto del Préstamo es de catorce millones doscientos cincuenta mil euros (EUR 14 250 000).

B. El monto de la Donación ASAP es de dos millones ochocientos cincuenta mil derechos especiales de giro (DEG 2 850 000).

2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias, y pagará un tipo de interés equivalente al cien por ciento (100%) del tipo de interés variable de referencia que determine la Junta Ejecutiva del FIDA. El Préstamo tendrá un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales previas para el retiro de fondos.

3. La Moneda de Pago del Préstamo será el dólar de los Estados Unidos de América.

4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será 1º de enero.

5. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo serán pagaderos cada 15 de mayo y 15 de noviembre. El capital del Préstamo será pagadero en 30 plazos semestrales, comenzando tres años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones previas al retiro de los fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario/Receptor el plan de amortización correspondiente.

6. El Prestatario/Receptor abrirá en el Banco Central del Ecuador, una Cuenta Designada exclusivamente para los recursos de Préstamo y otra Cuenta Designada exclusivamente para los recursos de la Donación ASAP. Ambas serán denominadas en dólares de los Estados Unidos de América.

7. El Prestatario/Receptor proporcionará financiación de contrapartida para el Proyecto por un monto equivalente aproximadamente a USD12 millones.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Instituto Nacional de Economía Popular y Solidaria (IEPS).

2. La Fecha de Terminación del Proyecto será el quinto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio que será la firma del Convenio de Financiación.

Sección D

1. El FIDA realizará la gestión administrativa de su Financiación y será responsable de la supervisión del Proyecto.

Sección E

1. Se considera que es motivo adicional a los previstos en las Condiciones Generales para la suspensión del presente Convenio el siguiente:

Que el FIDA haya constatado que los recursos de la Financiación no están siendo canalizados adecuadamente al grupo objetivo del Proyecto.

2. Se considera que son condiciones específicas adicionales a las previstas en las Condiciones Generales previas para el retiro de fondos las siguientes:

- a) Que el/la Coordinador General del Proyecto haya sido seleccionado de acuerdo a lo establecido en el Anexo I, sección 2 de este Convenio.
- b) Que se disponga de un borrador del Manual de Operaciones del Proyecto aceptable para el Fondo.
- c) Que el Prestatario/Receptor haya abierto las Cuentas Designadas en el Banco Central del Ecuador.
- d) Que se hayan asignado los fondos de contrapartida en el presupuesto general del Prestatario/Receptor, de acuerdo al plan plurianual del Proyecto.

3. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Fondo:

Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
Via Paolo di Dono 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario/Receptor:

Ministro
Ministerio de Finanzas
Avenida 10 de Agosto
y Jorge Washington
Quito, Ecuador

El presente Convenio se ha preparado en español en dos (2) copias originales, una para el Prestatario/Receptor y una para el FIDA.

REPÚBLICA DE ECUADOR

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL PARA EL
DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

VIII. Descripción del Proyecto

1. **Población-objetivo.** La población-objetivo está constituida por familias de pequeños productores rurales con interés y potencial de gestionar planes de negocio bajo las condiciones establecidas por el Prestatario/Receptor en el marco de su sistema de la Economía Popular y Solidaria (EPS). Se dará prioridad a las mujeres y sus familias, y a los jóvenes. Para ser beneficiario del Proyecto, la población-objetivo deberá estar constituida en organizaciones productivas o empresas asociativas.
2. **Meta.** Contribuir a la erradicación de la pobreza en el marco de la EPS en la zona de influencia del Proyecto que comprende las Provincias de Guayas, Los Ríos, Azuay, Morona Santiago y Zamora Chinchipe.
3. **Objetivo.** El objetivo de desarrollo del Proyecto es la mejora de los ingresos y el empleo de la población-objetivo en condición de pobreza y vulnerabilidad en la zona de intervención del Proyecto.
4. **Componentes.** El Proyecto consta de tres (3) componentes.
 - 4.1 **Componente 1. Desarrollo de capacidades.** El objetivo de este componente es reducir las barreras que limitan el desarrollo de las organizaciones productivas o empresas asociativas y fortalecer a los actores de la EPS para que logren desarrollar y gestionar las mismas de una manera sostenible. Las acciones implementadas estarán enfocadas en el fortalecimiento de las capacidades de la población-objetivo en áreas fundamentales para la EPS y en la promoción de los mecanismos de diálogo entre los actores de la EPS y entre éstos y las instituciones locales y nacionales.

El componente será implementado en dos fases principales:

- a) **Fase inicial.** En la fase inicial de implementación de este componente, el Organismo Responsable del Proyecto desarrollará un Plan de Comunicación que comprenderá especificaciones para realizar consultas entre el Proyecto y los representantes de los pueblos y grupos indígenas que conforman la población-objetivo. Al mismo tiempo, el Organismo Responsable del Proyecto realizará un mapeo que intentará identificar a las potenciales organizaciones productivas o empresas asociativas de la EPS que estén habilitadas e interesadas en participar en la implementación del Proyecto. Una vez identificadas, las organizaciones productivas o empresas asociativas serán categorizadas (con base en un diagnóstico participativo sobre su nivel de organización, asociatividad y capacidades empresariales) en organizaciones productivas o empresas asociativas: consolidadas, medianamente consolidadas e incipientes.

En esta fase inicial, se realizarán asimismo estudios y análisis de situación y oportunidades de EPS, donde se identificará los principales productos y servicios generados en los territorios de las organizaciones productivas o empresas asociativas de la EPS. Será fundamental que del mismo modo se realicen estudios de mercado de manera de identificar las demandas de

productos y servicios que puedan representar un nicho de oportunidad para estas organizaciones o empresas de la EPS.

- b) Fase de pre-inversión. Una vez pre-seleccionadas las organizaciones productivas o empresas asociativas que participarán en la implementación de actividades del Proyecto, el Organismo Responsable del Proyecto desarrollará una hoja de ruta personalizada que constituirá la base para el desarrollo del Plan de Fortalecimiento Integral (PFI) de manera de preparar a las organizaciones productivas o empresas asociativas a recibir y ejecutar autónomamente transferencias no reembolsables para la implementación de las actividades identificadas.

Bajo este componente, el Proyecto buscará fortalecer las capacidades alrededor de los PFI, en base a los cuales se desarrollarán Planes de Negocios Solidarios (PNS) que incluirán análisis sectoriales del sistema productivo, cadenas de valor o prestación de servicios y estudios sobre los mercados financieros locales y análisis de la demanda, de manera de identificar los espacios reales para el crecimiento de las micro o medianas organizaciones productivas o empresas asociativas y que al mismo tiempo contribuyan a disminuir los riesgos climáticos futuros.

El Proyecto contribuirá asimismo al mejoramiento de las políticas públicas de promoción de la EPS mediante propuestas de reforma o creación de instrumentos jurídicos que eliminen o mitiguen las barreras que limitan las posibilidades de actuación de los actores de la EPS.

- 4.2 Componente 2. Desarrollo de emprendimientos e intercambio comercial. El objetivo de este componente es apoyar a las familias rurales en condición de pobreza y/o vulnerabilidad y a sus organizaciones productivas o empresas asociativas en el desarrollo de emprendimientos económicos, rentables y sostenibles.

El componente prevé dos líneas directas de inversión:

- a) Inversión en negocios solidarios. El Proyecto apoyará a organizaciones productivas o empresas asociativas contempladas bajo el primer componente que hayan elaborado sus PFI en forma participativa, cuyo contenido sea comprendido de manera integral por sus socios y cuyas actividades estén siendo implementadas por los mismos. Se harán transferencias no reembolsables a las organizaciones productivas o empresas asociativas que califiquen bajo los presupuestos arriba mencionados para cofinanciar actividades específicas de los PNS, de acuerdo a los criterios de elegibilidad detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto. El requisito mínimo de los PNS será la focalización de los mismos hacia productos y/o servicios para los cuales existan fortalezas en el territorio y oportunidades de mercado dentro o fuera de los territorios.
- b) Fondos de incentivos condicionados. El Proyecto ofrecerá incentivos económicos a organizaciones productivas o empresas asociativas de la EPS en función del logro de objetivos específicos. Las organizaciones productivas o empresas asociativas susceptibles de acceder a estos incentivos serán aquellas que hayan participado en el primer componente y se hayan fortalecido adecuadamente en el proceso en éste previsto. Los PNS que las organizaciones productivas o empresas asociativas preparen serán sometidos a una evaluación según los criterios detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto. Si la evaluación es positiva, la organización o empresa podrá optar por uno de los siguientes incentivos:

- i) Incentivos para la integración económica: para ampliar el número de productores/as que ofrezcan productos y reciban servicios de transporte, acopio o asistencia técnica y para facilitar la integración de organizaciones productivas o empresas asociativas con entidades ya existentes o promover la creación de una nueva entidad.
- ii) Incentivos de trabajo digno: Vinculados al incremento de plazas de trabajo dignas para personas en condición de pobreza y/o vulnerabilidad a través de la participación de los mismos como socios en organizaciones productivas o empresas asociativas. Estos incentivos serán restringidos a organizaciones y empresas ya fortalecidas que tengan acceso a mercados estables y una capacidad instalada suficiente.

El segundo componente apoyará de igual manera la comercialización asociativa en cuanto a la comercialización de productos agropecuarios y servicios enfocados en el ámbito rural. Asimismo promoverá el acceso de las organizaciones productivas o empresas asociativas a servicios financieros rurales, la educación financiera, y la promoción del ahorro de las mismas.

4.3 Componente 3. Desarrollo de conocimientos, gestión y administración. Este componente desarrollará un Sistema de Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento; un Sistema de Gestión y Administración –alineados con las políticas del Organismo Responsable del Proyecto-, y apoyará el Fortalecimiento de capacidades en el IEPS y otros actores del Proyecto.

5. Actividades financiadas con fondos ASAP. Los fondos ASAP complementarán la estrategia general del Proyecto, capacitando a las organizaciones productivas o empresas asociativas para una mejor adaptación al cambio climático, así como identificando, proponiendo y financiando actividades concretas que mejoren la resiliencia de los beneficiarios y las inversiones financiadas. La capacitación será brindada por prestadores de servicios especializados o entidades institucionales.

Como parte de la preparación de los PFI se incluirá información sobre el riesgo climático, identificación de soluciones viables, manejo del riesgo y medidas específicas de adaptación en los PNS. Los fondos ASAP financiarán la implementación de medidas específicas de adaptación en el marco de dichos PNS.

IX. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto

1.1. Designación. El Prestatario/Receptor designa como Organismo Responsable del Proyecto al Instituto Nacional de Economía Popular y Solidaria (IEPS).

1.2. Funciones. El IEPS será el responsable de la ejecución general del Proyecto y entre sus responsabilidades se encuentran el incluir en la proforma presupuestaria anual, los requerimientos de recursos del Proyecto y tramitar su aprobación ante la Secretaría Nacional de Planificación y Desarrollo (SENPLADES) y el Ministerio de Finanzas.

2. Dirección del Proyecto

2.1. El Proyecto contará con un Coordinador General del Proyecto, que será contratado por el IEPS de conformidad con la normativa nacional vigente, mediante un proceso de

selección aceptable para el Fondo. El nombramiento del Coordinador General del Proyecto se hará previa no objeción del Fondo.

2.2. El Coordinador General del Proyecto dependerá de la Dirección General del IEPS y estará encargado de ejercer la administración e implementación de las actividades diarias del Proyecto, en coordinación con las Direcciones Zonales para las provincias de Guayas, Los Ríos, Azuay, Morona Santiago y Zamora Chinchipe. La administración financiera del Proyecto será ejercida en coordinación con la Dirección Administrativa Financiera del IEPS. La permanencia en el cargo y eventual renovación del contrato del Coordinador General del Proyecto estará sujeta a evaluaciones de desempeño satisfactorias anuales por el Organismo Responsable del Proyecto.

2.3. El Coordinador General del Proyecto contará con el apoyo del personal profesional, técnico y administrativo necesario para la correcta ejecución de las actividades del Proyecto. Los procedimientos para la contratación de este personal serán detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto y estarán alineados con las políticas del Organismo Responsable del Proyecto.

3. Administración Financiera del Proyecto

3.1. El Proyecto contará con un equipo de personal administrativo financiero que será contratado por el IEPS y dependerá de la Dirección Administrativa Financiera del IEPS. El personal estará compuesto por un Coordinador Financiero, un Contador, un Especialista en Presupuesto, un Especialista en Contratación Pública y el personal técnico y administrativo necesario para la correcta ejecución de actividades. Los procedimientos para la contratación de este personal serán detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto y estarán alineados con las políticas del Organismo Responsable del Proyecto.

3.2. El equipo financiero, en coordinación con el Coordinador General del Proyecto, estará encargado de: la administración adecuada de los recursos materiales y económicos del Proyecto, la preparación de las solicitudes de desembolso; el registro de las transacciones financieras por categorías de gastos; la preparación de los informes financieros requeridos por el FIDA y de los estados financieros anuales; preparación del Plan de Adquisiciones y contratación anual de conformidad con la normativa nacional en la medida que ésta sea compatible con las Directrices del FIDA.

4. Equipos Técnicos Provinciales

4.1. El Proyecto contará con equipos técnicos provinciales que dependerán de las Direcciones Zonales para las provincias de Guayas, Los Ríos, Azuay, Morona Santiago y Zamora Chinchipe, y que estarán encargados de la administración e implementación de las actividades del Proyecto a nivel provincial, en coordinación estrecha con el Coordinador General del Proyecto.

4.2. Los equipos técnicos provinciales estarán compuestos por un Técnico en Fortalecimiento de Actores de la EPS; un Técnico para Fomento Productivo; un Técnico de Intercambio y Mercados; un Técnico Administrativo y Financiero, y el personal necesario para la correcta ejecución del Proyecto. Los procedimientos para la contratación de este personal serán detallados en el Manual de Operaciones del Proyecto y estarán alineados con las políticas del Organismo Responsable del Proyecto.

5. Manual de Operaciones del Proyecto

5.1. El Coordinador General del Proyecto, en coordinación con el equipo administrativo y financiero y los equipos técnicos provinciales, preparará el Manual de Operaciones del Proyecto que incluirá las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Proyecto, los arreglos de seguimiento y evaluación participativa incluidos los

indicadores de resultados anuales, el flujo de fondos, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, los criterios de aprobación y techos financieros para los PNS que califiquen a transferencias no reembolsables, los reglamentos de asignación y transferencia de recursos y requerimientos de contrapartida, etc.

5.2 La adopción del Manual de Operaciones se hará previa la no objeción del Fondo. Los cambios y modificaciones al Manual de Operaciones que se consideren oportunos aplicar durante la implementación del Proyecto serán remitidos por el Coordinador General del Proyecto a la Dirección General del IEPS antes de ser sometido a la no objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos de la Financiación. a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo a la asignación de los montos de la Financiación, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo (expresado en EUR)	Monto de la Donación ASAP (expresado en DEG)	Porcentaje de financiación
I. Capacitación	2 350 000	200 000	100% sin impuestos
II. Consultorías	1 970 000	340 000	100% sin impuestos
III. Donaciones	8 260 000	2 020 000	100% excluyendo los aportes de los beneficiarios
IV. Vehículos	230 000		100% sin impuestos
Sin asignación	1 440 000	290 000	
TOTAL	14 250 000	2 850 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro supra se definen de la siguiente forma:

- I. *Capacitación.* Esta categoría incluye gastos destinados al fortalecimiento de los actores de la EPS tales como materiales de aprendizaje, difusión, talleres con beneficiarios, educación financiera, pasantías, e intercambios. También incluye los costos de aprendizaje del personal del Organismo Responsable del Proyecto en relación con las actividades alineadas con el objetivo del Proyecto.
- II. *Consultorías.* Esta categoría incluye el diseño y acompañamiento de los PFI, estudios temáticos, estudios de cambio climático, diagnósticos, auditorías, el estudio de línea base, las evaluaciones de mitad del período y final del Proyecto.
- III. *Donaciones.* Esta categoría se refiere a transferencias no reembolsables a los beneficiarios e incluye principalmente las inversiones destinadas al fortalecimiento de las empresas asociativas y organizaciones productivas de la EPS mediante la inversión en PNS que incluyen costos por infraestructura productiva, insumos para capacitación y asistencia técnica especializada; y la entrega de incentivos condicionada a la integración económica y la generación de plazas de trabajo.

2. Costos de puesta en marcha. El retiro de fondos respecto de los costos de puesta en marcha realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro no deberán exceder un monto total de USD 200 000 para las categorías Consultorías y Vehículos.

Marco lógico

Descripción resumida	Indicadores básicos de resultados*	Medios de verificación	Hipótesis (H) / Riesgos (R)
Meta:			
Contribuir a la erradicación de la pobreza en el marco de la Economía Popular y Solidaria, en las Provincias de Guayas, Los Ríos, Azuay, Morona Santiago, Zamora Chinchipe	<p><i>Al finalizar el proyecto:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Reducción porcentual del índice de densidad de la vulnerabilidad total, respecto a la línea de base % reducción en la pobreza Al menos el 80 % de los hogares incrementan los activos del hogar respecto a la línea de base (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> Línea de base del proyecto Informe sobre vulnerabilidad (MCDS) Informes medición de pobreza Evaluación final del proyecto, incluidos RIMS 	El compromiso político con el modelo de la EPS se mantiene.
Objetivo de desarrollo:			
Mejorar los ingresos y el empleo de familias rurales de la Economía Popular Solidaria (EPS) en condición de pobreza y vulnerabilidad, en el área del proyecto.	<p>Al finalizar el proyecto</p> <ul style="list-style-type: none"> 20.000 familias (30 % encabezadas por mujeres, 10 % por jóvenes) reciben servicios del proyecto (RIMS 1.8.2) (GpR)¹ 200 organizaciones (40 % mujeres, 20 % jóvenes) reciben servicios del proyecto (RIMS 1.8.3) (GpR) Al menos un 80 % de las familias reportan mejoras en los ingresos, respecto a la línea de base a/ 800 plazas de trabajo creadas (20 % jóvenes) (RIMS 2.5.1) 5.600 plazas de trabajo actuales mejoradas b/ (GpR) 16.000 hogares capacitados en cambio climático/manejo de riesgos 	<ul style="list-style-type: none"> Línea de base sobre ingresos y empleo Evaluaciones sobre ingresos Evaluaciones sobre empleo Estudios de casos a organizaciones con PNS Registros de nuevos empleos de las organizaciones 	<p>El marco político e institucional de la EPS es estable.</p> <p>La coordinación y articulación entre distintas instituciones del sector público es efectiva y eficiente</p>
Efecto directo 1/Componente 1 Las familias rurales de la EPS en condición de pobreza y vulnerabilidad y sus organizaciones fortalecidas en sus capacidades (asociativas, gestión empresarial, mercado, financieras) con enfoque de Adaptación al Cambio Climático(ACC), género y juventud	<p>Al finalizar el proyecto</p> <ul style="list-style-type: none"> Al menos 70 % de las organizaciones con capacidades mejoradas respecto a la base c/ Al menos 160 organizaciones mejoran sus conocimientos en ACC respecto a la base 100 % organizaciones fortalecidas formulan su PFI con medidas de ACC 	<ul style="list-style-type: none"> Línea de base Evaluación sobre capacidades antes y después Documentos de PFI Informes de seguimiento 	<ul style="list-style-type: none"> Los techos presupuestarios anuales corresponden a las necesidades de recursos para la ejecución en la cantidad y oportunidad requerida Las condiciones climáticas y desastres naturales se mantienen estables
Efecto directo 2/Componente 1 El sector de la EPS cuenta con instrumentos operacionales y normativos de políticas mejorados	<p>Al final del proyecto:</p> <ul style="list-style-type: none"> 80 % mesas de diálogo provincial y 100 % mesa nacional formadas o apoyadas funcionando de forma continua d/ Al menos 3 redes/organizaciones de segundo nivel creadas o fortalecidas participando en las mesas 4 propuestas de solución de barreras de la EPS formuladas y validadas 	<ul style="list-style-type: none"> Informes de las mesas de diálogo Registros de conformación de redes Evaluación de las redes y otros grupos fortalecidos Evaluación final Línea de base 	<ul style="list-style-type: none"> El mercado de servicios (oferta de técnicos calificados y con experiencia) a nivel central y regiones responde a la demanda y momentos requeridos Los mercados de productos promovidos y los precios se mantienen estables
Efecto directo 3/Componente 2 Las familias rurales de la EPS en condición de pobreza y vulnerabilidad y sus organizaciones fortalecidas en el desarrollo de emprendimientos económicos rentables y sostenibles.	<p>Al finalizar el proyecto</p> <ul style="list-style-type: none"> 60 % organizaciones (según tipo) consolidan de forma sostenible sus PN e/ 90 % organizaciones que amplían la base social funcionando de forma sostenible f/ 90 % organizaciones de segundo y tercer nivel creadas funcionando sostenidamente g/ 30 % organizaciones (según tipo) con acceso mejorado a servicios financieros h/ (RIMS) 60 % grupos de ahorro y bancos comunales adoptan herramientas financieras 	<ul style="list-style-type: none"> Informes RIMS Evaluaciones temáticas Evaluación final Línea de base Convenios sub-proyectos aprobados y cofinanciados 	
Efecto directo 4/Componente 3 El IEPS y otros actores de la EPS fortalecidos para apoyar procesos de la	<ul style="list-style-type: none"> Al menos el 60 % de las organizaciones atendidas aplican mecanismos e instrumentos de PSE participativo El IEPS cuenta con recursos humanos capacitados, instrumentos y mecanismos 	<ul style="list-style-type: none"> Informes sobre SEP de las organizaciones Evaluación final Línea de base 	

¹ Estos indicadores promueven acciones de discriminación positiva para la inclusión económica de mujeres y jóvenes.

Descripción resumida	Indicadores básicos de resultados*	Medios de verificación	Hipótesis (H) / Riesgos (R)
EPS	<ul style="list-style-type: none"> ▪ para procesos de EPS, metodologías de transferencia de conocimientos ▪ 25 Prestadores de servicios con desempeño mejorado (RIMS 2.21) 		
Productos			
Efecto 1. Componente 1	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 200 organizaciones participando en capacitación (50 % en ACC) ▪ 1400 personas (45 % mujeres, 20 % jóvenes) capacitadas, según demandas ▪ 1000 productores (45 % mujeres, 20 % jóvenes) capacitadas en ACC ▪ 200 organizaciones con PFI formulados ▪ 25 organizaciones (60 % de mujeres, jóvenes e indígenas) nuevas apoyadas en su conformación ▪ 20 productores (50 % mujeres, 20 % jóvenes) participando en pasantías ▪ 100 gerentes/encargados de comercialización (50 % mujeres) participan en intercambios 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informes de seguimiento ▪ Informes de eventos de capacitación ▪ Documentos de PFI 	
Efecto 2. Componente 1	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 5 mesas provinciales 1 nacional creadas y apoyadas ▪ 125 miembros (50 % mujeres, 20 % jóvenes) de organizaciones y 5 de GAD capacitados en políticas públicas de EPS y habilidades transversales ▪ 5 acuerdos de conformación y operación de redes/organizaciones de 2 nivel elaborados y aprobados ▪ 4 documentos de propuestas de solución elaborados 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informes de mesas ▪ Informes pasantías, intercambios ▪ Registros de inscripción de organizaciones ▪ Informes de seguimiento 	
Efecto 3. Componente 2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 200 organizaciones con capacitación/asistencia técnica y financiera ▪ 50 % de los PNS agropecuarios incluyen medidas de ACC ▪ 15 organizaciones participan en Fondos de incentivos ▪ 10 ferias y 10 ruedas de negocio realizadas ▪ 80 % organizaciones con crédito identificado asistidas en trámites bancables ▪ 12 IFL con asistencia técnica recibida ▪ 40 cajas de ahorro/bancos comunitarios con asistencia técnica y capacitación en educación financiera 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Informes de seguimiento de PFI y PNS ▪ Informes de ferias y ruedas de negocio ▪ Informes de seguimiento 	
Efecto 4. Componente 3	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 200 personas (hombres y mujeres, jóvenes) de las organizaciones capacitadas en SEP y GC ▪ 4 pilotos para la promoción de talentos locales ▪ 1 Plan de fortalecimiento institucional del IEPS/prestadores elaborado e implementado 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 	